



Déclaration CGT et FSU au CCAS des MEEM-MLHD du 06 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

Le 29 novembre dernier, les agents de la Fonction Publique étaient à nouveau dans la rue pour dénoncer la casse des services publics et défendre leur avenir. En effet, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de rendre responsables les fonctionnaires du déficit budgétaire de la France.

Pour la CGT et la FSU, cela est intolérable d'autant que les prétendants à la plus haute fonction annoncent eux aussi des suppressions massives de fonctionnaires, et ceci sans aucun état d'âme. C'est en plus dans ce contexte que la RIFSEEP et le PPCR se mettent en application avec toutes les conséquences néfastes sur la communauté de travail.

Il est donc très important pour la CGT et la FSU de rappeler un certain nombre de nos demandes,

- Un budget 2017 qui doit être à la hauteur des enjeux de l'action sociale de nos ministères avec une sanctuarisation des crédits CIL à 1 million d'euros,
- Le lancement d'un processus de référencement pour une offre de protection sociale complémentaire de nos agents,
- La réévaluation de l'indice seuil de la PIM restauration, ainsi qu'un subventionnement des repas tel que le reste à charge pour les agents ne dépasse pas la valeur d'un point d'indice
- De nouvelles réservations dans le cadre du logement ministériel, et nous rappelons à ce sujet notre souhait qu'une réponse soit donnée par madame la ministre du logement et de l'habitat durable au courrier de la fédération nationale de l'équipement et de l'environnement CGT en date du 28 septembre,

De manière plus générale, nous vous rappelons l'attachement de la CGT et de la FSU au maintien du bénéfice de l'action sociale pour les retraités de nos ministères et leurs ayants-droit, ainsi qu'à leur suivi post-professionnel. À cet effet, il est donc important que ceux-ci reçoivent une information pleine et entière sur leurs droits.

Pour conclure, nous espérons, par ailleurs, que l'année 2017 nous permettra de mobiliser les acteurs de notre action sociale ministérielle afin de réfléchir tous ensemble à son avenir.

Les représentants CGT et FSU au CCAS des MEEM-MLHD.